

**Union européenne - Politique
agricole commune - Réponse de M.
Stéphane Travert, ministre de
l'agriculture et de l'alimentation, à
une question d'actualité au
gouvernement au Sénat**
(Paris, 10 avril 2018)

Monsieur le Sénateur, je vous remercie de votre question, qui me permet de rappeler que la politique agricole commune est une priorité pour la France.

Justement, nous nous rendons dans toute l'Europe pour porter et promouvoir la position française sur cette future politique agricole commune, que nous sommes en train de construire avec nos partenaires.

Monsieur le Sénateur, vous l'avez dit, nous souhaitons une PAC beaucoup plus ambitieuse, une PAC plus solide, une PAC qui préserve des filets de sécurité pour l'ensemble de nos agriculteurs, une PAC qui permette également d'assurer la compétitivité de nos modèles agricoles, une PAC, enfin, qui nous garantisse de disposer demain d'une réserve de crise plus facile à utiliser et à mobiliser en fonction des aléas climatiques et sanitaires.

Si nous souhaitons doter la PAC d'un budget très ambitieux, malgré les craintes exprimées par beaucoup au sujet du Brexit ou des besoins liés aux politiques nouvelles en matière d'immigration ou de défense, par exemple, c'est avant tout parce que nous sommes porteurs de cette vision-là de la PAC. Il s'agit d'une politique totalement intégrée aujourd'hui, qui assure ici, en France, un taux de retour des plus importants. Nous y sommes également attachés, parce qu'il s'agit de l'une des plus anciennes politiques européennes qui est aux fondements de la construction de l'Europe.

Monsieur le Sénateur, vous pouvez compter sur notre mobilisation, ainsi que sur l'engagement des uns et les autres pour faire en sorte que la "ferme France" continue à bénéficier de paiements directs en vertu du premier pilier - en effet, nous n'accepterons pas d'ouvrir ce premier pilier au cofinancement - et que le deuxième pilier nous permette de défendre une véritable ambition environnementale dans le cadre des politiques que nous soutenons.

Vous voyez, Monsieur le Sénateur, nous sommes en train de défendre cette position française, cette exigence française auprès de nos partenaires, et nous aurons besoin de vous tous pour nous aider à la défendre dans l'ensemble des capitales européennes !./.

(Source : site Internet du Sénat)